

**Conseil de sécurité**

Distr.
GENERALE

S/21685
31 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 30 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU JAPON AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de l'informer, en réponse à sa note SCPC/7/90(1), du 8 août 1990, du détail des mesures prises à ce jour par le Japon. Le Représentant permanent du Japon signale que, ainsi qu'il l'avait annoncé dans sa lettre au Secrétaire général en date du 15 août 1990, la présente communication officielle remplace la communication provisoire publiée sous la cote S/21535.

Le Représentant permanent du Japon serait obligé au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Annexe

Mesures prises par le Gouvernement japonais

Comme indiqué dans sa déclaration du 5 août 1990 (distribuée le 6 août 1990 sous la cote A/45/386-S/21449), le Gouvernement japonais a décidé :

1. De décréter l'embargo sur les importations de pétrole en provenance d'Iraq et du Koweït;
2. De décréter l'embargo sur les exportations vers l'Iraq et le Koweït;
3. De prendre des mesures appropriées pour suspendre toutes les opérations d'investissement, de prêt et autres transactions financières avec l'Iraq et le Koweït;
4. De geler toute coopération économique avec l'Iraq.

En outre, le Gouvernement japonais a pris les mesures suivantes :

I. Mesures interdisant les importations en provenance d'Iraq et du Koweït

Les modalités de l'interdiction d'importer toutes marchandises - y compris le pétrole - produites en Iraq ou au Koweït ou en provenance de ces deux pays ont été mises au point et ont pris effet le 9 août 1990. (En vertu du décret et conformément à l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 4, adopté et portant révision de l'ordonnance du Ministère du commerce international et de l'industrie, relative au contrôle des importations, ces importations seront dorénavant soumises à l'approbation du Ministère. Aucune autorisation ne sera accordée, exception faite des marchandises expédiées avant le 9 août.)

II. Mesures interdisant les exportations vers l'Iraq et le Koweït et les contrats de services avec ces deux pays, ainsi que le commerce de transit entre tout pays tiers et l'Iraq ou le Koweït

A. Conformément au paragraphe 3 de l'article 48 de la loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur, l'ordonnance réglementant des exportations a été partiellement modifiée de façon que toutes les exportations de marchandises vers l'Iraq et le Koweït soient soumises à l'approbation du Ministère du commerce international et de l'industrie. Aucune licence d'exportation ne sera accordée si ce n'est pour les fournitures médicales et les livraisons de produits alimentaires à des fins humanitaires.

Le 7 août, le Ministère a enjoint aux entités japonaises de s'abstenir de toute opération d'exportation vers l'Iraq et le Koweït, y compris celles qui avaient préalablement fait l'objet de contrats de licences ou d'une autorisation des autorités japonaises compétentes.

B. La fourniture de services à l'Iraq et au Koweït (autres que les services médicaux et connexes) est sujette à autorisation. A cette fin, l'ordonnance sur le contrôle des changes a été partiellement modifiée, conformément au paragraphe 3 de l'article 25 de la loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur.

C. Le transport de marchandises produites en Iraq ou au Koweït, expédiées par ces pays ou destinées à ces pays sera sujet à autorisation. A cette fin, l'ordonnance sur le contrôle des changes a été partiellement modifiée.

(Les amendements à l'ordonnance sur le contrôle des exportations et à l'ordonnance sur le contrôle des changes prendront effet le 22 août.)

III. Mesures interdisant les opérations financières

A. A compter du 3 août, c'est-à-dire avant l'adoption de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, les banques et sociétés de placement japonaises sont tenues de s'assurer que toutes les transactions du Gouvernement koweïtien et d'autres entités sont dûment autorisées par les autorités compétentes.

B. A compter du 7 août, depuis l'adoption de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, les banques, sociétés de placements et autres entités commerciales japonaises ont été invitées à s'abstenir de conclure de nouveaux arrangements financiers, de garantir des obligations ou d'effectuer des transactions concernant des obligations de sociétés privées au nom de l'Iraq et du Koweït.

C. Le 10 août, les mesures suivantes ont été prises conformément à la loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur (ci-après dénommée "la Loi").

1. Une autorisation est exigée pour les paiements à l'Iraq et au Koweït selon les modalités définies au paragraphe 2 de l'article 16 de la Loi; les paiements à l'Iraq et au Koweït sont donc en principe interdits.
2. Il est demandé ou ordonné aux entités japonaises de surseoir à toute nouvelle opération de prêt à l'Iraq ou au Koweït, conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la Loi; les nouveaux prêts à l'Iraq et au Koweït sont donc en principe interdits.
3. Il est demandé ou ordonné aux entités japonaises de s'abstenir d'effectuer des investissements directs en Iraq ou au Koweït, conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la Loi; des investissements directs en Iraq et au Koweït sont donc en principe interdits.

IV. Transport

Le 7 août, une directive administrative a été adressée aux sociétés de transport maritime et aérien afin d'interdire aux nationaux japonais et aux navires battant pavillon japonais de procéder à des opérations de fret en provenance ou à destination de l'Iraq ou du Koweït.